

Transcription de l'interview de Carlos María Bru Purón (San Sebastián de los Reyes, 13 janvier 2010)

Source: Intégralité de l'interview de Carlos María Bru Purón / CARLOS MARÍA BRU PURÓN, Cristina Blanco Sío-López, prise de vue : Delphine Kiefer.- San Sebastián de los Reyes: CVCE [Prod.], 13.01.2010. CVCE, Sanem. - VIDEO (01:30:43, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_carlos_maria_bru_puron_san_sebastian_de_los_reyes_13_janvier_2010-fr-17a96c43-1725-4a30-83c0-808d2477275a.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Transcription de l'interview de Carlos María Bru Purón (San Sebastián de los Reyes, 13 janvier 2010)

Table des matières

1. Parcours professionnel. Naissance et développement du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen dans l'Espagne franquiste.....	1
2. La transition vers la démocratie et l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européenne.....	8
3. Expérience en qualité de député du Parlement européen.....	10
4. L'évolution du sentiment européeniste en Espagne.....	12
5. Le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen face aux défis de l'Europe actuelle.....	13
6. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Est et les élargissements futurs.....	14
7. Les frontières de l'intégration européenne.....	15
8. Le fédéralisme et le modèle espagnol de communautés autonomes.....	16
9. Nouvelles technologies et démocratie participative en Europe.....	17
10. La contribution de l'Espagne au processus de construction européenne.....	18

1. Parcours professionnel. Naissance et développement du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen dans l'Espagne franquiste

[Cristina Blanco Sío-López] Je souhaiterais entamer cette interview en vous demandant de nous expliquer d'où vous est venu votre intérêt pour l'Europe, en particulier pendant cette période cruciale qu'a été la Seconde Guerre mondiale, que vous appelez «Guerre civile européenne». Comment se sont développées en vous cette sympathie pour les Alliés et, progressivement, l'idée que la démocratie était le seul avenir de l'Espagne?

[Carlos María Bru Purón] Bonjour. Permettez-moi d'abord de remercier le Centre d'accorder cette attention non seulement à ma personne mais également à l'Espagnol européeniste que je suis. Je suis en effet convaincu qu'il est très bon de promouvoir ces témoignages, ces entretiens qui expliquent comment beaucoup de personnes se sont imprégnées de l'esprit européeniste et ont compris la nécessité de diffuser cet esprit pour favoriser l'avènement d'une conscience et d'une volonté européennes parmi les citoyens. En ce sens, mon modeste témoignage peut apporter quelque chose de positif, ne serait-ce que parce que, vu mon âge, j'ai vécu cette époque des débuts. À mon avis, l'europeanisme espagnol est probablement né d'une réaction d'idiosyncrasie: si les Espagnols sont devenus très européenistes, c'est aussi pour se rebeller contre la médiocrité, la bassesse et l'étroitesse mentale du franquisme. À cette époque, le franquisme – on a tendance à l'oublier – soutenait les forces de l'Axe, qui étaient l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Vers 1944 ou 1945, nous étions quelques-uns, influencés par nos lectures et nos familles aussi, à nous sentir partisans des Alliés. J'appartenais à, disons, une classe moyenne bourgeoise et fréquentais ce qu'on pourrait appeler un collège d'élite, celui des Marianistes. Dans cette école, je me rappelle que sur un total de quarante élèves pour mon année, nous étions trois ou quatre partisans des Alliés. Pour cette raison, nos camarades nous poursuivaient et les professeurs disaient du mal de nous. La génération actuelle ignore bien sûr ce qu'était la dictature et l'oppression mentale qu'elle induisait: nous, les quatre ou cinq ayant une opinion différente, nous nous rebellions quand on nous obligeait à défiler le bras levé. Lorsque l'axe fasciste s'est effondré, le régime franquiste s'est trouvé subitement isolé. Les franquistes ont alors pensé que la solution était de se tourner vers les États-Unis. Vu le nouveau

contexte de guerre froide, ce pays n'a pas offert une protection au régime franquiste mais quand même une certaine bienveillance. De notre côté, nous avons pris comme idéal pour l'avenir de l'Europe deux pays qui étaient à la fois le vainqueur et le vaincu, la France et l'Allemagne, qui commençaient à s'entendre. En Espagne, nous écoutions à la radio les nouvelles de l'étranger. Comme j'avais reçu un enseignement en langue française, à l'instar de certains de mes amis et amies, nous écoutions les radios françaises, ainsi que la BBC. Nous nous rendions compte qu'un nouveau monde se mettait en place, et que ce nouveau monde était basé exactement, à l'échelle continentale, sur le principe inverse de ce qui s'était passé à l'échelle espagnole. L'Espagne avait connu une guerre civile, avec un vainqueur et un vaincu. Mais ce qui a suivi, comme je l'ai déjà écrit, a été un phénomène anormal: le sentiment dominant n'était pas le ressentiment du vaincu, mais le ressentiment du vainqueur. En Espagne, en effet, le vainqueur a constamment voulu écraser le vaincu, cela pendant pas moins de 39 ans, depuis la fin de la guerre civile jusqu'à la mort du dictateur. Quant à nous, qui voyions ce qui arrivait à des familles, les pelotons d'exécution, les emprisonnements, etc., quand nous avons vu qu'en Europe le vainqueur et le vaincu commençaient à s'entendre, lorsque nous avons entendu le magnifique discours de Churchill à Zurich, quand nous avons entendu parler, trois ans plus tard, du congrès de La Haye, nous avons compris que là était la voie de l'avenir. J'aurais une histoire personnelle à vous raconter: assez curieusement, alors que l'Espagne était soumise à la dictature du franquisme, l'ambassade française se montrait ouverte et bienveillante au point d'accorder des bourses d'études; l'Alliance française a ainsi octroyé des bourses à quelques jeunes Espagnols, et nous avons été plusieurs à partir pour la France. Parmi ces jeunes figurait Francisco Benet, un futur héros de la Résistance. Nous avons donc reçu une bourse pour étudier à Paris. Installé dans une résidence du campus universitaire, j'y ai fait la connaissance – chose très importante pour moi – de fils d'Espagnols exilés en France depuis la guerre civile. Le garçon avec qui je partageais ma chambre s'appelait Cruz Salido, fils d'un politicien espagnol en exil. J'ignore si cet ancien compagnon vit encore, mais cette rencontre sera déterminante pour moi. Franco a exigé de la Gestapo en France l'extradition de Cruz Salido, Zugazagoitia et Companys, qui ont ensuite été fusillés en Espagne. C'est à ce moment que je me suis bien rendu compte de l'existence de cette relation étroite entre le franquisme, l'Axe et la Gestapo. Au moment de ce crime répugnant. Cruz Salido a été pour moi...; son témoignage m'a fait comprendre, je le répète, que pour mettre fin au ressentiment du vainqueur, nous devons chercher une autre voie: l'entente entre vainqueur et vaincu. Quels meilleurs exemples que ceux de la déclaration Schuman, de la déclaration préalable de Churchill et du congrès de La Haye en 1948? Tout cela nous a montré que, d'une part, à la place de la division, l'union était possible en respectant les différences et, d'autre part, que ceux qui luttaient contre le franquisme – je n'ai pas été un héros mais au moins je me suis constamment opposé à cette dictature; j'ai subi des conséquences, mais rien de comparable à ceux qui ont été fusillés ou ont passé des années en prison... Je disais donc que nous, qui avons dû subir la répression franquiste, ces déclarations nous ont permis de comprendre que la situation en Espagne pouvait se résoudre par l'intégration du pays dans un ensemble, et cet ensemble était l'Europe.

[Cristina Blanco Sío-López] Pour en venir à votre carrière, quelle décision avez-vous prise dans votre jeunesse pour réaliser ce rêve européen?

[Carlos María Bru Purón] À cet égard, j'ai été beaucoup influencé par cette année de boursier à Paris, dont j'ai bénéficié grâce à l'environnement où je vivais, ma famille, notre *modus vivendi*. Au moment de la fermeture de la frontière franco-espagnole, j'ai dû rentrer au pays. Nous avons cependant pu constater deux réactions à cet acte: une déclaration des Nations unies et une réaction énergique du gouvernement français. J'ignore si cette dernière réaction avait été tout à fait acceptée, mais ce n'en était pas moins une réaction du gouvernement français. Même si une grande partie des boursiers que nous étions sont restés en France en tant qu'exilés, nous autres avons donc dû nous résoudre à rentrer en Espagne. Non sans avoir compris qu'il faudrait lutter de l'intérieur pour arriver à la démocratisation en Espagne. Cette année presque complète que nous avons vécue en France

nous avait montré ce qu'était la liberté, avoir la liberté de se promener dans les rues, dans la ville, d'écouter les déclarations politiques. Nous avons vu ce contraste de modes de pensée et d'action et compris qu'un autre mode était possible. J'ai ramené de là-bas une montagne de livres, j'avais réduit d'autres dépenses pour pouvoir acheter des livres. Parmi ces livres, il en est un qui a toujours gardé une valeur particulière à mes yeux. Comme vous le voyez, ce petit livre est une édition très ancienne de Thomas Mann. En 1938, pendant le régime nazi mais avant la Seconde Guerre mondiale, Thomas Mann a voyagé aux États-Unis. Poursuivi par le nazisme, il parlait déjà de la victoire finale de la démocratie en disant ceci: «Dans le futur, nous vivrons en démocratie et dans l'union des peuples»; pour lui, la solution était l'union des peuples. Les idées de Thomas Mann m'ont énormément influencé. Bien que vivant dans un pays dominé par une dictature, cet homme a cherché la solution et l'a trouvée dans la démocratie et l'union des peuples. Il était convaincu qu'il était ainsi possible de vaincre la dictature et d'arriver à l'entente des peuples. À notre retour en Espagne, nous avons donc compris qu'une solution était possible... J'ai commencé à me rendre à Estoril, la ville où vivait un prétendant au trône d'Espagne, Juan de Borbón y de Battenberg, fils du roi détrôné Alphonse XIII, qui s'était prononcé clairement en faveur des Alliés, de la démocratie et de la liberté. Le pays a alors connu d'autres luttes sur d'autres fronts: les prolétaires, les paysans se sont battus avec courage, des grèves ont éclaté, provoquant une répression terrible, etc. Nous, opposants appartenant à la bourgeoisie, voyions la solution dans cette vision de Juan de Borbón, raison pour laquelle nous allions à Estoril. Nous étions influencés et imprégnés par un esprit libéral qui nous faisait voir une alternative aux deux issues de la guerre civile: la continuation de la dictature – que nous rejetions – ou le retour de la République, qui pouvait s'avérer dangereux. Notre alternative, c'était la solution monarchique, que nous avons évoquée à l'occasion de la «conspiration de Munich» («contubernio de Munich»), dont je vais vous parler. La «conspiration de Munich», qu'est-ce au juste? En fait, en 1955-1956, quand le régime franquiste, pour des raisons économiques, ne pouvait plus continuer cette dictature, il poursuivait une politique d'autocratie. Selon cette politique, on considérait que la production espagnole se suffisait à elle-même... Elle s'est soldée par un véritable désastre, accompagné de toutes sortes de mystifications, parfois même ridicules... Franco avait été personnellement roulé par un prétendu savant – je crois qu'il était bulgare – qui lui avait fait croire que l'Espagne possédait un énorme gisement pétrolier. Tout cela n'était qu'un tissu de mensonges. Dupé, Franco a envoyé rechercher des ardoises bitumineuses – qu'on extrayait en très petites quantités – parce que le pays était dans une situation économique catastrophique. À Tanger, on manipulait plus de monnaie qu'à la Banque d'Espagne. En d'autres termes, les opérations effectuées dans cette ville avaient pour effet que la monnaie espagnole se dévaluait un peu plus chaque jour: la situation était devenue insoutenable. C'est alors que les gouvernants de l'Espagne ont décidé de mettre fin à cette politique d'autocratie et d'ouvrir le commerce avec les pays européens, mais aussi avec l'Amérique du Nord, etc. Mais en réalité, à cause de l'absence de voies politiques, cette ouverture ne suffisait pas pour résoudre les problèmes économiques. Les dirigeants ont alors autorisé certaines associations culturelles pour parler de l'europanisme. Vous savez quelle était la position officielle à l'époque: au moment de la déclaration Schuman et de la signature, l'année suivante, du traité instituant la Communauté économique européenne, Franco a déclaré qu'il voyait là une preuve de la décadence des démocraties européennes. Je me rappelle que, dans toute la presse dirigée – l'ABC, le YA, etc. –, on qualifiait ces événements de vagues utopies de démocraties condamnées à disparaître. Telle était la position officielle du franquisme. Les franquistes avaient misé sur les États-Unis, le voyage d'Eisenhower, les bases militaires américaines, etc., mais ce pays n'a rien fait du point de vue de la démocratisation ni du point de vue économique. Les franquistes cherchaient également un débouché du côté latino-américain. Toutefois, dans mes souvenirs au siège de l'Association espagnole de coopération européenne, j'entends encore les Sud-Américains qui vivaient ici, des boursiers, étudiants et professeurs, nous tenir ces propos: «Pour nous, du point de vue économique, les liens privilégiés de l'Espagne doivent être avec l'Europe car c'est avec elle que fonctionneront le mieux les importations et exportations». La production de blé de l'Argentine de Perón nous a beaucoup aidés mais il s'agissait uniquement d'une production alimentaire, non destinée au commerce. Pour ce qui est du

commerce, les Sud-Américains eux-mêmes et tous les économistes plus ou moins au courant de la situation en Espagne étaient d'avis que le pays devait établir des relations avec l'Union européenne, la source directe d'importations et d'exportations. Par conséquent, le régime a autorisé l'existence de quelques associations de nature culturelle pour étudier le phénomène européen. Il a ainsi été possible de fonder l'Association espagnole de coopération européenne, dont le siège se situait sur la *Gran Vía* (ce siège correspond aujourd'hui à celui du Mouvement européen espagnol), dans le but d'étudier, du point de vue culturel, en quoi consistait l'unification européenne. Le point de vue politique ne pouvait évidemment pas être étudié; on ne nous permettait pas d'émettre une opinion politique. Le régime a également autorisé la création de certains centres d'études dans les universités: celle de Saragosse, de Salamanque (sous la direction du professeur Tierno), de Séville (sous la direction de M. Carrillo Salcedo), etc., dans le but d'étudier ce phénomène de l'unification européenne mais – j'insiste bien – uniquement du point de vue scientifique et culturel, à l'exclusion du point de vue politique. Mais l'AECE, l'Association espagnole de coopération européenne, dont j'étais vice-secrétaire, est rapidement devenue un ferment politique. Au siège de l'association, nous nous réunissions dans une petite salle, que nous conservons encore avec les meubles de l'époque pour son caractère historique: c'est en ce lieu qu'ont commencé à se réunir des libéraux, des démocrates-chrétiens, des socialistes, etc. À ce moment, comme j'adhérais à la mouvance démocrate-chrétienne, j'ai rencontré M. Gil-Robles, le père^[1], un homme conservateur mais libéral et démocrate qui était revenu en Espagne et fut président de l'AECE, l'Association espagnole de coopération européenne. Il y avait des libéraux et des socialistes mais pas encore de communistes car, comme vous le savez, ceux-ci ne portaient alors pas d'intérêt à la cause, les membres du Comecon étant opposés à l'intégration européenne, du moins était-ce la politique officielle. Si je dis que c'était la politique officielle, c'est parce que plus tard, à Munich, j'ai personnellement constaté l'intérêt des communistes espagnols, avec l'eurocommunisme naissant, envers le phénomène de l'intégration espagnole, mais j'en parlerai plus tard. Le fait est que l'AECE s'était transformée en un centre d'opposition, une opposition que nous avons évidemment vécue. Ainsi, quand j'étais étudiant, j'ai enduré des poursuites et des raclées à cause du seul fait que je portais l'emblème de Juan III, qui allait devenir Juan de Borbón, possible roi d'Espagne. Pour ce simple fait, les phalangistes nous poursuivaient et nous maltrahaient. À une occasion, j'ai été hospitalisé pendant plusieurs jours à cause d'une raclée reçue des phalangistes. Par la suite, je me suis concentré sur mes études de droit, puis sur le concours d'accès au notariat, qui est très difficile en Espagne. Cela m'a pris plusieurs années. Après cela, ma vocation européeniste s'est renforcée pour une raison particulière: j'ai exercé la profession de notaire dans des villages de l'Espagne profonde, en Andalousie, en Castille-et-Léon, à Fontiveros, la commune natale de Saint Jean de la Croix. Comme vous le savez, Saint Jean de la Croix a été persécuté par l'Inquisition, alors qu'il était un saint... J'ai vécu cette Espagne profonde avec la faim, les difficultés, la féroce division des classes, etc. Peu après, j'ai été notaire à Alcobendas, près de Madrid, où j'ai connu une autre réalité, celle des émigrés espagnols. Ces Espagnols partis à l'étranger y avaient trouvé du travail, y gagnaient de quoi subsister et même de quoi envoyer de l'argent à la famille restée au pays. Ces personnes étaient mes clients mais, avant toute chose, des amis. Dans cette commune d'Alcobendas, j'ai beaucoup traité avec ces émigrés, ceux que l'on a caricaturés, montrés dans les films avec leur valise en carton, ces Espagnols que l'on voyait partout en Europe. Ils ont été accueillis à Luxembourg, par exemple, mais également en Suisse, en France, en Allemagne – qui se développait déjà –, etc. Ils allaient à l'étranger pour gagner leur vie, envoyer de l'argent à leur famille et parfois épargner un peu afin de s'acheter un logement. Quand j'ai commencé à traiter avec eux, je me suis demandé ce qui poussait ces Espagnols à vivre ainsi en exil. Ce qui les poussait, c'est que l'Europe de l'époque construisait une chose très importante: le modèle social européen, grâce auquel l'émigrant ou l'émigrante (de très nombreuses femmes ont également émigré, pour travailler dans les services domestiques, les usines, etc.), bénéficiait d'une protection sociale dès son arrivée. Même s'ils étaient étrangers, espagnols en l'occurrence, ils avaient leur protection sociale. C'est cela qui m'a fait comprendre comment se construisait l'Europe, ce qu'était le modèle social européen. Tout cela a permis à ceux qui voulaient l'avènement d'une démocratie en Espagne de se rendre compte que la seule voie était celle de la

construction européenne. Le tournant est arrivé lorsqu'il a été mis fin au régime autocratique et que l'on a cherché à établir des relations commerciales avec ce qui s'appelait la Communauté économique européenne à l'époque. Il y a eu un tournant politique, ces politiciens que vous connaissez sont arrivés, ceux de l'Opus Dei, ceux qui s'appelaient les technocrates. Ces politiciens avaient adopté une position très ouverte dans le domaine économique mais, quand ils ont voulu un certain contact politique, ils ont dû constater que cela était impossible. Le Parlement européen a émis le rapport Birkelbach, fatal pour l'Espagne de l'époque: pour s'intégrer à ce qui formait les prémices de l'Union européenne, c.-à-d. les Communautés, il fallait respecter certaines conditions démocratiques. Ces conditions, qui figurent dans tous les traités actuels, notamment celui de Lisbonne, trouvent donc leur origine dans le rapport Birkelbach. Nous avons puisé notre inspiration dans ce document et dans les contacts que nous avons commencé à avoir avec le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen en exil. Le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen – que j'ai aujourd'hui l'honneur de présider – était la branche espagnole du Mouvement européen. Comment a-t-il vu le jour? En fait, il est né parce que ces quatre hommes sont allés à La Haye: Salvador de Madariaga, libéral, Indalecio Prieto, socialiste, le docteur Trueta, apolitique mais démocrate à cent pour cent et le docteur Xirau, régionaliste valencien. Ces quatre hommes se sont donc rendus au Congrès de La Haye en 1948. Salvador de Madariaga, comme vous le savez, était ambassadeur à la Société des Nations au moment où la guerre civile a éclaté. Il est alors resté à l'étranger, sans vouloir savoir ce qui se passait en Espagne, en poursuivant ses études et la rédaction de ses essais. Il était un grand écrivain et un grand libéral. Il a présidé la commission culturelle du Congrès de La Haye. Celui-ci avait établi trois commissions: une commission politique [présidée par] Daladier, une commission économique [présidée par] Van Zeeland, et une commission culturelle [présidée par] Madariaga. Nous avons donc commencé à avoir des contacts. Peu après, à la suite de ces contacts, vous savez bien ce qui est arrivé au fond: la bonne vingtaine – vingt-trois, si je ne m'abuse – d'associations européenistes se sont intégrées au Mouvement européen. Après le congrès de La Haye – vous savez bien cela mais il est bon de le rappeler –, le Mouvement européen a rédigé le dossier de ce qui avait été, ou le mémorandum de ce qui pouvait être la base du Conseil de l'Europe, ce qui plus tard donnera forme au traité de Londres. En effet, après l'unification de ces vingt-trois organisations et leur intégration dans le Mouvement européen, des délégués de celui-ci ont rédigé ce dossier puis se sont présentés aux ministères des Affaires étrangères en déclarant: «Il faut établir un traité». Et le modèle réalisé par le Mouvement européen sera celui dont sera inspiré le texte du traité. Or, les quatre Espagnols qui étaient allés au congrès de La Haye ont compris qu'il fallait créer un Conseil national espagnol du Mouvement européen, tout comme il en existait un allemand, un français, un italien, etc. Ainsi, avenue Marceau n° 9, à Paris, dans un bâtiment historique qui appartenait aux exilés basques – les membres du gouvernement basque en exil – ces personnes ont invité les forces politiques en exil afin de constituer ce Conseil, cela d'autant plus que l'Espagne avait toujours eu un problème de communautés identitaires, de communautés historiques, cela est indéniable: l'identité, la personnalité de la Catalogne, du Pays basque, de la Galice, etc.; mais on a toutefois dit aux personnes invitées que ce Conseil allait être créé dans un esprit fédéral. J'en viens à évoquer le plus important et le plus beau de tout cela – et j'en suis fier: le Mouvement européen international a dans ses statuts le projet fédéral mais le mot «fédéral» ne figure pas dans sa dénomination. En revanche, le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen, qui fait partie du Mouvement européen international et des quarante-deux branches qui le composent, est le seul à avoir le mot «fédéral» dans sa dénomination. Je trouve cela merveilleux. Ce mot est là depuis le début parce qu'il y a eu une entente entre les Catalans et les Basques, avec leurs deux gouvernements en exil mais aussi avec le gouvernement républicain en exil et, surtout, avec les socialistes et les libéraux. C'est donc ainsi que ce mouvement s'est constitué: le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen, dont on ne pouvait évidemment pas parler en Espagne. Cet organisme existait dans le plus grand secret, mais nous étions dans ce secret, nous faisons des voyages à titre personnel, nous allions là-bas pour tisser des relations avec ses membres. Il y avait alors un homme extraordinaire, un socialiste qui aura été pendant longtemps le secrétaire général du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen. Je veux parler d'Eribert [Enric Adroher i

Pascual], ou Gironella, comme on l'appelait. Cet homme était en contact avec le secrétaire général du Mouvement européen international, Robert Van Schendel. Nous avons alors des contacts avec eux. Notre président de l'AECE était José María Gil-Robles y Quiñones, le secrétaire Fernando Álvarez de Miranda Torres et, pour ma part, j'étais vice-secrétaire. Nous avons donc établi des relations avec le Mouvement en exil, c.-à-d. nous-mêmes... la différence, c'était que là-bas on pouvait en parler ouvertement, tandis qu'en Espagne, il fallait le dissimuler sous l'aspect culturel. Par le biais du Mouvement européen international, nous avons tenté d'organiser une réunion dans les Baléares afin de parler des conditions économiques, culturelles mais aussi politiques à remplir par l'Espagne pour adhérer à la Communauté économique européenne (nous étions en 1961-1962), mais le gouvernement a interdit cette réunion. On a alors compris la nécessité d'organiser cette réunion hors de l'Espagne, en Europe; la ville de Munich sera choisie. M. Edgar Faure en personne a convoqué les Espagnols de l'étranger et de l'intérieur; si je ne me trompe, 128 personnes sont venues de l'intérieur et 80 de l'étranger. Au total, environ 200 Espagnols se sont donc présentés à la réunion du IV^e Conseil international du Mouvement européen. Cette réunion a eu une très grande importance à plusieurs égards. C'était le Congrès du Mouvement européen international à Munich en 1962 où, pour la première fois, on a établi la nécessité du suffrage direct pour l'Assemblée, qui portait alors le nom d'Assemblée des Communautés européennes et s'appelle maintenant Parlement européen; on y a exigé le suffrage universel direct, comme nous le connaissons actuellement mais il aura fallu attendre jusqu'en 1979 pour l'obtenir. Le Mouvement européen a donc proclamé cette nécessité mais a surtout évoqué le cas de l'Espagne. Une petite commission a été constituée pour traiter de la situation en Espagne. On accordait tellement d'importance à la rencontre entre les Espagnols de l'intérieur et ceux de l'étranger que c'en est devenu le phénomène de Munich en juin 1962. Je crois que, là-bas, nous avons donné une leçon de compréhension: nous avons formulé la déclaration de ceux de l'intérieur et l'AECE a fait une déclaration. Il y a eu quelques réticences de la part de ceux de l'étranger, mais nous avons fini par débattre de la situation et par former deux commissions: celle des exilés et celle de l'intérieur. Pour ma part, par curiosité et par esprit de fraternisation, je suis immédiatement entré dans la commission des exilés; en revanche, des exilés sont entrés dans la commission de l'intérieur. Au bout du compte, nous nous sommes mélangés, donnant raison à Madariaga, qui avait dit ce jour-là: «Les deux moitiés sont réunies». Nous étions tous, ceux de l'intérieur et ceux de l'exil, unis par notre ambition européeniste. Il y a eu alors une réunion importante, de nuit, déjà en dehors du programme, au cours de laquelle les exilés nous ont demandé pourquoi certains d'entre nous préconisaient la monarchie pour l'avenir. La réponse a été donnée par Joaquín Satrustegui, monarchiste libéral très célèbre en Espagne, antifranquiste, qui sera sénateur à l'ère de la démocratie. Cet homme – qui n'est hélas plus parmi nous – a en effet expliqué en quoi les avantages de la voie démocratique de Juan de Borbón ou de son successeur, notre roi actuel Juan Carlos de Borbón, pouvaient faciliter l'entente entre les Espagnols et, partant, une transition pacifique et européeniste. Je me rappelle que les socialistes, avec M. Llopis à leur tête, ont dit ceci: «Nous continuerons à nous montrer républicains mais si un jour nous devons débattre, au sein d'une Chambre espagnole démocratique, de la forme de l'État, nous ne voterons pas contre la monarchie». C'était donc en 1962 à Munich. Pour nous, cela a été un moment très émouvant. Car ce moment a été le début de la solution. Par la suite, nous avons subi la répression: certains se sont exilés, d'autres sont allés aux îles. Quant à moi, je m'en suis sorti presque par miracle: j'ai passé deux ans sans passeport, j'ai payé une très grosse amende et suis resté de nombreux mois sans pouvoir exercer ma profession de notaire, avec toutes les difficultés financières qui en ont résulté. Nous avons beaucoup souffert mais avons donné un exemple pour l'Europe. De son côté, la position de l'Europe était plus que jamais la suivante: «Ou le régime de Franco change, ou l'Espagne reste en dehors de l'Union». Le régime lui-même se rendait compte de la réalité d'une certaine vision, traduite par l'expression polysémique «préparation des plans de succession», selon laquelle la mort de Franco serait le feu vert pour entrer dans l'Europe. Nous ne voyions pas de solution militaire, de rébellion ou de révolution possible. De toute façon, nous, démocrates espagnols – tant les socialistes et les libéraux que les démocrates-chrétiens –, étions opposés à toute forme de violence, y compris la violence de l'ETA. Cela ne signifie pas que nous étions favorables à la

répression, que du contraire. En fait, nous étions opposés à la fois aux violents de la rébellion et aux violents de la répression féroce qui était exercée. Notre action consistait à travailler en vue de l'intégration européenne, patiemment, au fil des années,...

[Cristina Blanco Sío-López] J'aurais une question à cet égard: à partir du moment où le régime franquiste a commencé à montrer son intérêt pour l'intégration dans les Communautés européennes avec, par exemple, la lettre du ministre Castiella comme point d'inflexion, avec la tentative d'accord commercial – qui se concrétisera par la suite –, etc., quelle a été l'attitude du régime vis-à-vis du Mouvement européen ou de ces associations culturelles?

[Carlos María Bru Purón] Les tentatives allaient jusqu'à atteindre le domaine politique. Ainsi, à un moment, l'ambassadeur Castiella voyant une possibilité d'entente politique, a parlé en ces termes: «Bon, nous allons peut-être devoir adhérer à ce Conseil de l'Europe et à ces Communautés européennes, etc.». Mais ils se sont vite rendu compte de l'échec de leurs tentatives en prenant connaissance du rapport Birkelbach, du rapport Reale du Conseil de l'Europe et du rapport Faure du Parlement européen, entre autres. Ils ont compris qu'ils avaient commis une erreur énorme en qualifiant de «conspiration» le congrès de Munich. C'est un journaliste payé par Franco qui a récupéré ce mot, qui signifie en quelque sorte une relation illicite entre des personnes qui ne devraient pas être ensemble. Ce dont Franco s'est le plus lamenté – et il l'a dit aux représentants du Mouvement européen, avec Maurice Faure à leur tête –, c'est que ceux de l'intérieur et ceux de l'étranger se soient mis d'accord. Il a dit, sans regrets puisqu'il était antidémocrate: «Je reconnais que les bases de partis, etc. seront peut-être utilisées en Espagne, mais je n'admets pas que ces gens se soient mis d'accord. C'est une trahison». Il s'opposait en particulier à la position de Madariaga quand il avait évoqué les deux moitiés réunies et prononcé aussi cette déclaration à Munich: «Il règne maintenant un sentiment d'union et d'attachement entre les Espagnols qui ont perdu leur terre mais gagné la liberté (ceux de l'exil) et les Espagnols qui ont leur terre mais ont perdu la liberté (ceux de l'intérieur)». C'est cette entente qui a le plus irrité Franco, qui a par conséquent interdit à Castiella tout type d'entente politique, une mesure inutile puisque l'Espagne allait devoir se démocratiser. Les gouvernants ont alors envisagé la solution d'une association. Je ne peux pas nier que Castiella et le ministre de l'économie de l'époque aient bien travaillé. Ces hommes de l'Opus Dei ont correctement mené le projet de liens de libre-échange: ils ont tâché d'augmenter le libre-échange. Cette mesure a effectivement contribué à une amélioration de la situation sociale et économique en Espagne, mais le panorama politique est resté inchangé. Cette amélioration qui avait démarré en 1957 a de nouveau été annulée en 1962 avec l'histoire de la «conspiration de Munich». Par la suite, jusqu'à la mort de Franco, il y aura constamment de nouvelles tentatives d'améliorer la situation. On n'entrevoit toutefois pas de solution avec Franco en place car celui-ci tenait à ce que le régime reste inchangé. Quelques fausses réformes ont été introduites, sans effet évidemment. Jusqu'à la mort de Franco, il est resté impossible d'intégrer le pays à l'Europe, mais les Européanistes étaient déjà à l'œuvre, nous avions déjà notre place dans des centres d'études européennes, dans le Conseil de l'Europe, à titre personnel, pour y préparer des études. Le Conseil de l'Europe avait formé un comité très important, le Comité des nations non représentées, composé de citoyens des dictatures occidentales qu'étaient l'Espagne et le Portugal mais aussi des dictatures du bloc soviétique. Les Espagnols, tant les exilés que les franquistes, se sont bien sûr présentés au Comité des nations non représentées. Fraga Iribarne, le politicien aujourd'hui reconnu comme l'acteur de la transition, et un autre ministre de Franco se sont présentés au Comité des nations non représentées en déclarant que l'Espagne était parfaite, qu'elle correspondait à un autre type de démocratie – la démocratie organique – et que le Conseil de l'Europe se trompait en refusant l'adhésion du pays, qui était aussi démocratique que les autres, etc. Ils n'ont pas été crus. Les exilés se sont aussi présentés, animés d'un sentiment assez intransigeant. Nous étions un certain nombre de représentants, je crois me souvenir des noms d'Íñigo Cavero et de Fernando Álvarez de Miranda, que j'accompagnais. Ruiz Navarro et moi-même nous sommes présentés devant le Comité des nations non représentées du Conseil de l'Europe en tenant ce discours: «Il y a une troisième voie,

celle de l'avènement de la démocratie en Espagne par le biais de la restauration de la monarchie». Le Comité, présidé par M. Montini, frère du pape Montini, a bien compris que la solution que nous préconisions était la bonne voie à suivre.

2. La transition vers la démocratie et l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Estimez-vous que, à partir de la transition, on voyait clairement la correspondance entre cette transition et l'intégration dans l'Europe? Les différents groupes politiques exilés, caractérisés par des orientations diverses, percevaient-ils cette correspondance entre Europe et démocratie? Comment la situation a-t-elle évolué par rapport à la période précédente?

[Carlos María Bru Purón] Oui, tout à fait, et justement parce que l'origine de cette évolution remonte à la «conspiration de Munich». En raison du pacte conclu, il allait y avoir une entente obligée entre les dirigeants en exil, en particulier les socialistes avec Rodolfo Llopis à leur tête, les républicains, les nationalistes catalans – avec notamment celui qui sera le premier président de la Generalitat de Catalogne –, les Basques, etc. Avec ce pacte de la “conspiration de Munich”, ces dirigeants savaient qu'au moment du passage à la démocratie, nous allions tous devoir être d'accord avec l'intégration dans l'Europe. Cette intégration devait être considérée non seulement comme une solution thérapeutique pour un traumatisme ancien – la guerre civile, un traumatisme que le franquisme et certains extrémistes exilés tentaient d'entretenir – mais également comme une voie vers la prospérité de l'Espagne et vers l'ambition universaliste et fédérale des démocrates espagnols. Étant donné que nous étions tous tenus par ce pacte, le début de la transition n'a suscité aucune réticence, surtout que le communisme avait déjà évolué vers l'eurocommunisme. À ce sujet, je dois vous raconter une anecdote personnelle qui m'est arrivée en 1962, à l'occasion de la “conspiration de Munich”, lorsque j'ai eu une entrevue avec deux représentants du parti communiste espagnol, qui m'ont dit ceci: «Dites aux Espagnols présents à cette réunion qu'officiellement nous ne pouvons pas encore...» (c'était justement le moment où l'on discutait, à Prague, de l'évolution possible vers l'eurocommunisme) «...la question n'est pas encore résolue mais nous, avec Carrillo à notre tête, nous sommes pour l'eurocommunisme, avec Berlinguer, etc. Aujourd'hui, nous ne sommes pas là officiellement car notre présence occasionnerait des problèmes, mais sachez que nous sommes quand même avec vous». Cette présence deviendra effective pendant la transition. Sont alors entrés en jeu tous les partis politiques démocrates, les démocrates d'origine plus ou moins récente, y compris les démocrates provenant du franquisme mais ayant une vocation démocratique avec, comme illustre exemple, Adolfo Suárez. On se rendait vraiment compte que le plus important et le plus urgent était d'entrer dans l'Europe.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment avez-vous utilisé le travail réalisé par le Mouvement européen? Comment se sont appuyés sur vous ces nouveaux partis nés de la transition?

[Carlos María Bru Purón] Ils se sont appuyés sur nous pour apprendre à connaître les modalités de la construction européenne. Ce n'est pas que nous savions tout, mais nous disposions de plus d'informations, de possibilités. Nous avions ainsi les rapports qui nous arrivaient du Mouvement européen international, du Parlement européen et de l'Assemblée du Conseil de l'Europe [...]. À cet égard, je voudrais rappeler que nous avons assisté plusieurs fois aux sessions de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, ce qui nous a valu un bon nombre de difficultés, surtout à l'occasion du rapport Reale. Nous étions en pleine transition, Franco était mort, mais quand nous, représentants de l'AECE (l'Association espagnole de coopération européenne), nous sommes allés à l'Assemblée à Strasbourg où nous avons un siège – pas pour prendre la parole, mais pour écouter – et qu'il y a eu

ensuite une réunion privée très importante avec le président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, un Allemand à l'époque, alors que nous étions déjà en 1975-1976, nous avons à nouveau eu des difficultés sous la forme d'une certaine répression exercée par le ministre de la Gobernación (ministre espagnol de l'Intérieur). Cet homme, aujourd'hui un ami que j'admire, a eu à l'époque une attitude très répressive. Je parle de M. Fraga Iribarne, qui nous a traités, à peu de choses près, de traîtres. Ces propos étaient inadmissibles. Quoi qu'il en soit, nous avons ces informations et savions que la construction européenne se basait d'abord sur un régime économique. Ce régime économique était celui qui avait déjà été lancé timidement par les gouvernements du plan de développement, etc., de ceux de l'Opus Dei et de l'ouverture, de López Rodó, López-Amor, etc. Par ailleurs, nous avions des prérogatives politiques. Nous devions faire comprendre à l'opinion publique espagnole que l'intégration du pays dans l'Europe n'avait pas pour seul but d'obtenir des avantages mais aussi de participer à un projet commun. C'est quelque chose que, à mon avis, nous avons compris. Quand en 1982-1983, alors que la démocratie était déjà établie en Espagne et que j'étais député aux Cortès, que l'adhésion restait très difficile pour des raisons économiques et à cause de l'opposition de l'un ou l'autre gouvernement – le gouvernement français de l'époque, par exemple –, et que nous avions déjà une représentation du Parlement européen, nous avons même compris qu'il faudrait arriver un jour à une monnaie unique. Nous, les membres du Comité européen du Congrès des députés, nous tenions donc le discours suivant: «Nous adhérons à l'Europe non seulement pour les aspects politiques mais, en plus, nous serons favorables à cet objectif d'une monnaie unique» (qui était alors l'écu, aujourd'hui l'euro). Je me souviens parfaitement de cela, ainsi que de la représentation de la commission économique du Parlement européen en 1983. Par la suite, nous avons connu les difficultés que vous savez: l'opposition de certains secteurs agricoles français, en particulier, et concernant les pratiques des gouvernements, le premier gouvernement de l'UCD de Suárez et, après, celui de Felipe González, lequel se lancera directement dans les travaux en vue de l'adhésion. Il y a eu de nombreuses difficultés. Je me rappelle qu'un jour à Bruxelles, après avoir rendu une visite, nous étions un certain nombre de personnes, des députés des Cortès, à attendre le ministre Morán, qui venait pour conclure et signer l'accord. Quand il est arrivé, le ministre nous a appris qu'il venait d'apprendre que cela serait impossible. Par la suite, il y a eu une réunion très importante entre Fernando Morán et le ministre français des Relations extérieures^[2], – dont je ne me rappelle plus le nom – dans sa maison de Biarritz. Les deux couples sont restés dans cette maison pendant trois jours – Fernando et ce ministre, dont j'ai oublié le nom, et leurs épouses – à travailler pour permettre l'adhésion. Vous savez qu'en juin 1985, l'Espagne et le Portugal ont signé en même temps pour officialiser leur adhésion.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment les appuis extérieurs du Mouvement européen dans les autres pays européens ont-ils contribué à l'intégration de l'Espagne dans l'Union européenne, dans les Communautés européennes? Avez-vous ressenti un engagement, un appui constant? Cet appui dépendait-il des représentations du Mouvement européen, du pays concerné? Comment avez-vous vécu cette situation?

[Carlos María Bru Purón] De la part du Mouvement européen international et du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen en exil, l'appui a été total. De la part des organisations de la société civile européenistes, comme l'Union européenne des fédéralistes, les Jeunes Européens fédéralistes, le Conseil des communes et régions d'Europe, la Ligue européenne de coopération économique (LECE), nous avons également reçu un appui total. Les gouvernements agissaient un peu suivant leurs politiques internes mais surtout en fonction des thèmes économiques. Je dois souligner le fait que nous avons reçu un appui énorme de l'Italie. Lors des négociations d'adhésion, l'appui du gouvernement italien de la démocratie chrétienne (DC) a été extraordinaire. Il y avait à la Commission des Communautés de l'époque un commissaire avec qui nous avions des relations très directes. Je dois également citer la personne qui représentait la Commission européenne en Espagne, Gianpaolo Papa, qui faisait le maximum pour favoriser l'adhésion de l'Espagne. Nous avons aussi bénéficié de l'appui des européenistes cent pour cent fédéralistes – avec Altiero Spinelli

comme principal représentant – qui nous attendaient aussi dans l'Union car ils pensaient que, vu le nom du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen, nous allions nous montrer résolument fédéralistes, ce que nous étions. Il faut préciser qu'à l'arrivée de la démocratie, l'ancien président du Congrès des députés, Fernando Álvarez de Miranda Torres, qui avait présidé l'AECE, a demandé à ce que soit légalisé en Espagne le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen et, en plus, à recevoir l'appui du ministère des Affaires extérieures, tel qu'il existe encore actuellement. Les autres membres de la société civile européeniste nous étaient entièrement favorables. Il y a bien eu des réticences de la part de certains gouvernements pour des motifs purement économiques, mais la situation s'est arrangée en 1985: le traité d'adhésion a pu être signé après le fameux sommet de Milan. Pendant ce sommet, il y a eu une manifestation du Mouvement européen. À ce moment, Felipe González était à la tête du gouvernement espagnol, le traité avait été signé mais l'adhésion officielle ne s'était pas encore produite car, comme vous le savez, les nouveaux États membres font leur entrée officielle au début de l'année suivante. L'adhésion allait donc se concrétiser au 1^{er} janvier 1986. Dans cette période intermédiaire, il y a eu le sommet de Milan, durant lequel l'ensemble du Mouvement européen a manifesté, aux côtés des fédéralistes et d'une série d'organisations européenistes de la société civile. Comme vous vous en souvenez sans doute, cette énorme manifestation a obligé le chef du gouvernement italien, M. Craxi, à faire en sorte que la réunion sur le futur Acte unique donne lieu à un vote à la majorité renforcée, et non plus à l'unanimité, ce qui allait empêcher M^{me} Thatcher d'y opposer son veto. Je me rappelle que cette dame était largement visée par les cris des manifestants dans les rues de Milan. Cette manifestation a été très importante car l'Espagne, qui allait bientôt devenir membre de l'Union, intervenait déjà dans les débats. C'est pourquoi le chef du gouvernement espagnol était présent. Le 1^{er} janvier 1986, l'Espagne a fait son entrée dans la Communauté et, par conséquent, dans toutes ses organisations: la Commission, le Parlement, le Conseil, la Cour, etc.

3. Expérience en qualité de député du Parlement européen

[Cristina Blanco Sío-López] J'aimerais vous poser deux questions sur votre poste de député européen: comment est né votre intérêt pour ce travail et comment l'avez-vous vécu?

[Carlos María Bru Purón] Mon intérêt pour ce travail était tout naturel. Depuis ma première adhésion au mouvement démocrate-chrétien – lequel essuiera un échec lors des premières élections en 1977 –, on m'a toujours connu comme un fervent européeniste. Après ces élections, certains membres sont entrés dans le gouvernement, disons du parti. Il s'agissait de l'Union centre-démocratique, composée en gros de réformistes du régime mais aussi de libéraux et de démocrates-chrétiens. D'autres ont opté pour la voie socialiste. Comme c'était mon cas, je n'ai pas voulu participer aux premières élections. En 1979, j'ai été invité à être candidat. J'ai toutefois repoussé cette offre car cela ne m'a pas paru correct d'être candidat tout de suite après mon entrée dans un parti. J'ai préféré attendre les élections suivantes, moment où cette offre a été réitérée avec insistance; j'ai donc dû accepter d'être député pour Madrid en 1982. Quand j'étais député, il y avait bien sûr une commission pour l'Union européenne mais aussi une commission des affaires extérieures, à laquelle j'ai naturellement été nommé, au vu de ma profession juridique et de ma formation en droit privé espagnol. C'est surtout à la commission des affaires extérieures que je me suis manifesté. De plus, avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, il fallait envoyer des représentants au Parlement européen. Le système de cooptation voulait que quelques députés et sénateurs soient automatiquement désignés comme représentants; c'était un mauvais système parce que, bien sûr, nous devions assurer un double mandat. Il n'y avait toutefois pas d'alternative. C'est pourquoi, pendant plusieurs mois, près d'un an, nous étions plusieurs députés européens à assumer

en même temps un poste de député ou de sénateur en Espagne ou au Portugal. C'était un régime un peu absurde qui, en plus, nous faisait travailler énormément: un matin, nous votions à Strasbourg et, l'après-midi, nous prenions l'avion pour voter à Madrid. Des journées folles! Je me rappelle qu'un jour, installé dans mon siège à Madrid, j'avais eu le geste d'attacher ma ceinture de sécurité parce que je m'étais cru à bord d'un avion; c'était vraiment un régime de fou! Qui plus est, ce système n'était pas démocratique. On a cependant très vite obtenu, en 1987, l'organisation d'élections exclusives pour les députés européens espagnols et portugais. Naturellement, on a voulu que je m'y présente à nouveau. C'est ainsi que je suis entré dans la commission institutionnelle, où j'ai tout de suite trouvé ma place. J'ai été accueilli par le président de cette commission, Altiero Spinelli, avec qui nous avons déjà eu des relations très suivies. En effet, rappelez-vous, lors de la préparation du projet de constitution du Parlement européen, qui avait été rédigé par Spinelli et ses membres, nous, les représentants du Mouvement européen espagnol, avons participé aux travaux réalisés dans un bâtiment du Mouvement européen international (pas le siège du Mouvement mais une vieille maison qui lui appartenait). Quand nous sommes arrivés dans cette commission, le projet constitutionnel avait déjà avorté car il avait été adopté par le Parlement mais pas par le Conseil: autrement dit, le projet était déjà passé à la trappe. Est arrivé alors le moment de l'Acte unique européen. Après l'épisode problématique qui avait été surmonté à Milan, les gouvernements allaient pouvoir voter à la majorité renforcée, d'après les promesses de Delors, concernant la totalité des 300 mesures de l'Acte unique européen: création d'un véritable marché intérieur, aspects politiques, etc. C'est au moment de l'Acte unique européen que je suis arrivé à la commission constitutionnelle. À cette occasion, Altiero Spinelli, un homme que je respecterai et vénérerai toujours, mais un homme jusqu'au-boutiste, avait décidé que nous devions nous opposer à l'Acte unique européen. Il trouvait que la politique qui justifiait celui-ci était trop pragmatique, se basait trop sur les petits pas. Lui, il voulait faire le grand pas, contrairement à Schuman, qui préconisait une construction progressive de l'Europe. Après m'avoir accueilli, Altiero m'a dit: «Mon cher Bru, vous allez voter contre l'Acte unique.» À quoi j'ai répondu: «Non, j'ai l'intention de voter pour». «Eh bien, dans ce cas, je m'abstiendrai de vous saluer pendant un certain temps!». Ce temps n'a pas duré plus d'une quinzaine de jours, mais Spinelli était vraiment fâché car il voyait toujours tout en grand. Je reconnais qu'il est bon que certaines personnes soient jusqu'au-boutistes et utopistes car elles sont une source d'inspiration pour les autres, mais il est cependant préférable d'avancer pas à pas. L'Acte unique européen a donc été adopté. À mon avis, il a été le grand levier de la construction européenne. À cet égard, je dois souligner un apport important de l'Espagne: après l'Acte unique européen, on a commencé à débattre d'un futur traité. L'Espagne, avec Felipe González à sa tête, a proposé deux sujets très concrets: la cohésion sociale et la citoyenneté européenne. Ce sont là les apports de l'Espagne entre l'Acte unique et Maastricht.

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais maintenant que nous évoquions une initiative que vous avez prise pendant votre mandat de député européen. Vous avez proposé la création de véritables partis européens grâce auxquels les élections ne seraient pas décidées de façon interne, et continué à soutenir cette idée depuis 1989. Pouvez-vous nous expliquer de quoi il s'agit?

[Carlos María Bru Purón] Certainement. Théoriquement, ces partis existent: il s'agit des groupes politiques. L'un de ces groupes existe comme parti mais, à mon avis, cette existence reste théorique. Pour moi, le centre névralgique se trouve au cœur même du Parlement européen. Un parti politique ne trouve pas sa place sans une projection parlementaire; des partis extraparlimentaires peuvent exister, mais leur fonction finit par se confondre avec celle des associations et des fondations: la société civile. Le parti politique qui veut passer du niveau de la société civile à celui de la société politique doit avoir une projection parlementaire. Donc, cette idée que j'ai eue pour les partis (quoique beaucoup d'autres personnes y ont travaillé), l'idée de créer des partis politiques véritablement européens m'est venue du concept du vote «à l'européenne», qui doit être différent du vote à l'espagnole, à la française, à l'italienne ou à la luxembourgeoise. La situation idéale consisterait à créer une circonscription unique, totale, européenne. Cela ne serait pas envisageable

aujourd'hui. Il y avait cependant eu un projet concret sur lequel avaient beaucoup travaillé plusieurs européenistes comme Enrique Barón, des européenistes espagnols mais aussi d'autres pays. Les Espagnols comptaient, entre autres, Enrique Barón, Marcelino Oreja et moi-même. Au Parlement européen, il devait y avoir entre 20 et 30 % de membres favorables à cette idée d'une circonscription unique et d'une liste unique pour toute l'Europe. C'est dans ces conditions qu'il sera possible de créer de véritables partis politiques européens: les partis – que ce soit le parti libéral, le démocrate-chrétien, le socialiste, le communiste, la Gauche unie ou la Nouvelle gauche – travailleront pour remporter la candidature de leurs représentants dans cette circonscription partielle au Parlement. Cette idée s'est retrouvée dans la littérature européeniste de tous les auteurs, personne ne met en doute son bien-fondé, mais personne, y compris les gouvernements, n'agit pour la concrétiser. Bien sûr, il faut aussi que les partis politiques soient créés au niveau européen. J'ai déjà suggéré plusieurs fois que l'on puisse être du parti libéral européen sans être membre du parti libéral de son pays. On peut en effet imaginer une militance européenne directe sans nécessité de passer par la militance nationale. En cas de militance aux deux niveaux, il devrait exister une connexion dans l'engagement. De cette façon, on ne pourrait pas dire au Parlement européen ce que l'Europe veut entendre tout en disant le contraire dans son pays; il existerait une discipline aux deux niveaux de militance. Même l'aspect incontournable – terre-à-terre mais incontournable – du financement, de l'argent s'applique à l'activité nationale et l'activité européenne. Autre chose: il est triste qu'on ne soit toujours pas arrivé, même dans le traité de Lisbonne, voire dans ses protocoles, à égaliser les conditions du suffrage actif et passif en Europe. Aujourd'hui, en effet, nous avons 26 États où l'on vote à partir de 18 ans et un État où l'on vote à partir de 16 ans. Il suffirait de décréter que, dans tous les États, les citoyens peuvent voter à partir de 17 ans, de 18 ans ou même de 16 ans. En tout cas, il faut établir des conditions égales pour qu'un électeur autrichien, par exemple, ne vaille pas plus ni moins qu'un électeur luxembourgeois (cela me fait penser à un projet extraordinaire pour lequel j'ai beaucoup travaillé: l'initiative populaire européenne du million de signatures). Par ailleurs, un élément encore beaucoup plus important est le suffrage passif: que tous ceux qui se présentent aux élections européennes, même sur des listes nationales, aient les mêmes conditions de compatibilité, d'âge, de formation, d'absence d'incompatibilités, surtout; voilà une question à laquelle on n'est pas encore arrivé. En résumé, je préconise la détermination de conditions pour les suffrages actif et passif, une circonscription partielle de liste unique européenne pour le Parlement européen et, bien sûr, une certaine organisation des partis politiques à l'échelle européenne.

4. L'évolution du sentiment européeniste en Espagne

[Cristina Blanco Sío-López] L'europeanisme est un thème qui est souvent revenu dans notre entretien. Comment voyez-vous l'évolution du sentiment européeniste en Espagne depuis le franquisme et l'exil jusqu'à nos jours?

[Carlos María Bru Purón] À mon sens, l'Espagne a cela de positif qu'elle ne verse ni dans la reconnaissance gratuite ni dans le ressentiment ou la colère anecdotique. Il doit y avoir de la reconnaissance mais celle-ci ne peut consister simplement à s'offrir gratuitement en disant: «Vous nous avez tout donné». Non, tout le monde y a mis du sien. Passer de 62,5 % du PIB – ou plutôt du produit par habitant espagnol – à 92 % et quelque par rapport au PIB [par habitant] européen, la valeur actuelle, est une augmentation qui est effectivement due aux fonds structurels mais aussi à notre travail. On doit surtout cette réussite à l'idée émise par Felipe González d'inclure la cohésion dans le traité de Maastricht et, dans une moindre mesure, dans l'Acte unique. Mais il s'agit d'un travail réciproque auquel nous avons tous contribué. Si aujourd'hui nous connaissons des difficultés, s'il existe un affaiblissement du sentiment européeniste dans certains secteurs à cause de ces

difficultés, c'est peut-être parce que nous n'avons pas établi une politique fiscale européenne ni une politiques sociale européenne [...]. Ces politiques ont été élaborées mais elles dépendent du principe du vote à l'unanimité et non du principe du vote à la majorité renforcée et de la codécision avec le Parlement. Loin de nous inspirer de la colère, cela doit plutôt nous inciter à travailler en vue de réaliser ce qui, à mon avis, est l'objectif pour l'avenir des traités. Dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne – il n'est pas nécessaire de modifier le traité sur l'Union européenne, qui est d'orientation plus générale –, nous devons arriver à une certaine cohésion en matière de fiscalité mais nous n'y arrivons pas... Notre seule taxe qui semble être européenne est la TVA. Toutefois, même dans ce cas, il y a des différences très importantes entre l'affectation au pays d'origine ou au pays de destination. Et je ne parle même pas des énormes différences qui existent aux niveaux de l'impôt des sociétés et de l'impôt sur le revenu. Dans ce domaine, je crois qu'il faudrait arriver à un certain rapprochement, à une certaine proximité consentie à la majorité. Sans parler de la nécessité d'un rapprochement au niveau de la politique sociale. Nous allons donc continuer à travailler. En cette période de crise, la proposition faite de représenter l'Union européenne dans le G20 semble contenir un engagement de l'Union européenne à introduire en son sein la discipline financière, une certaine gouvernance du système financier, l'engagement d'adhérer au traité de Bâle, synonyme d'une véritable supervision de la sphère financière et, autre aspect important: mettre fin à ce que le secret bancaire licite peut comporter – dans certains domaines et certains pays, même de l'Union européenne – d'éléments de protection de la fraude fiscale. En d'autres termes, il pourrait y avoir un engagement à respecter le secret bancaire mais pas la fraude fiscale. C'est là quelque chose que nous devons tous apprendre.

5. Le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen face aux défis de l'Europe actuelle

[Cristina Blanco Sío-López] Quelles sont les priorités, les initiatives et les propositions du Mouvement européen face aux défis de l'Europe actuelle?

[Carlos María Bru Purón] Ce qui nous importe surtout, ce sont les défis de l'Europe actuelle en matière de politique extérieure. Nous sommes ravis qu'il existe maintenant un représentant pour la politique étrangère. Nous voulions que ce poste soit appelé ministre des Affaires extérieures, comme il en avait été question dans le projet constitutionnel, que l'on maintienne la pratique – plus la pratique que l'idée – du représentant précédent, M. Solana, et qu'on lui attribue des pouvoirs moins limités. Avec ces pouvoirs beaucoup plus étendus, espérons que M^{me} Ashton accomplisse consciencieusement cette mission de la plus haute importance. Pour nous, une politique extérieure européenne menée par le service européen pour l'action extérieure est aussi un objectif. À cet égard, je pense cependant qu'il faut encore attendre, ou plutôt travailler dans les écoles diplomatiques de chaque pays, Dans ces écoles – j'ignore le nom de celle du Luxembourg, mais c'est l'ENA en France, la *School of Educational Administration* en Angleterre, etc. –, il faut commencer à préparer les étudiants à intégrer ce service européen pour l'action extérieure. Nous devons avoir un véritable corps diplomatique européen: nous devons immédiatement nous rapprocher de cet objectif, qui est inscrit dans le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. De plus, il faudra vite concrétiser – c'est important, je pense – l'adhésion de l'Union européenne à la convention des droits de l'homme du Conseil de l'Europe puisque, malheureusement, la charte ne figure pas dans le texte du traité. Il y a bien un protocole que nous avons signé, mais il reste trois exceptions de taille. Je veux parler du Royaume-Uni, de la Pologne et, depuis peu, de la République tchèque. Cette situation est absurde car ces pays ne se rendent pas compte que la déclaration de la charte protège non seulement contre les infractions commises sur leur territoire mais aussi contre les infractions provenant des institutions de l'Union européenne. Par conséquent, les citoyens de ces pays n'auront pas le droit de lancer une action judiciaire en invoquant la protection de la charte.

C'est absurde mais, puisque nous avons ce défaut, je crois qu'il est urgent et indispensable que l'Union européenne, en tant que figure politique supranationale, adhère à la convention des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Il est vrai que le texte de cette convention se rapproche beaucoup des protocoles qui ont été établis par la suite, qu'on pourrait qualifier de «droits de l'homme de troisième et quatrième génération», par exemple ceux qui ont trait à l'environnement, à la biologie, etc. Tous ces droits étant aussi à l'ordre du jour du Conseil de l'Europe, je crois qu'il est très urgent d'adhérer à la convention. De même, et c'est logique, il faut mener à bien l'initiative populaire européenne du million de signatures car elle favorisera le rapprochement entre la société civile et la construction européenne.

6. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Est et les élargissements futurs

[Cristina Blanco Sío-López] Vous avez mentionné certains nouveaux États membres de l'Union européenne. Je pense que vous avez également évoqué un concept de loyauté minimale des pays qui font leur entrée dans l'Union européenne. Pourriez-vous développer un peu cette idée?

[Carlos María Bru Purón] Je vais commencer par une comparaison. L'Église catholique – dont je désapprouve un grand nombre de positions – applique un principe qui paraît de toute logique: si une personne qui s'est mariée selon le rite catholique divorce ensuite au regard des lois civiles, elle ne peut plus se remarier à l'Église catholique. Cette personne doit donc se marier par la voie civile, tout comme elle est passée par cette voie pour divorcer. Ce que nous considérons comme le mariage permanent, cette personne l'a rompu au moyen d'une procédure civile et il est donc logique qu'elle suive cette procédure civile si elle veut se remarier. Il faut agir avec cohérence. Ainsi, si un pays candidat ne croit pas que nous allons construire quelque chose tous ensemble, il vaut mieux qu'il n'entre pas dans l'Union. Si un pays y entre pour, le lendemain, dire: «Moi, je veux garder ma souveraineté avant tout», c'est qu'il ignore que l'adhésion à l'Union européenne implique une cession de souveraineté, même s'il s'agit d'une cession constructive, puisqu'on finit par avoir davantage de souveraineté, une souveraineté collective. Mais il faut sacrifier un peu de sa souveraineté individuelle. Évidemment, pour ceux qui ne voient pas les choses comme cela, mieux vaut rester en dehors de l'Union. Je ne dis pas pour autant qu'il faille instituer un examen d'entrée. Mais je crois qu'une orientation européaniste doit se remarquer dans la Constitution du pays, dans sa pratique politique, dans les résolutions de son parlement et les décisions de son gouvernement. Si tel n'est pas le cas, mieux vaut ne pas adhérer à l'Union européenne. Quant à ceux qui ne sont pas d'accord, ils peuvent se dire que la porte de sortie leur reste accessible. Le traité de Lisbonne reconnaît, pour la première fois, le droit de se retirer. Cela ne nous empêche pas d'être tous pragmatiques. Pour moi, le système d'option de participation ou de non-participation est un très bon système: ceux qui veulent avancer le font, et ceux qui ne veulent pas avancer attendent. Cela tant que ceux qui restent en arrière permettent aux autres d'aller de l'avant. Cela a été obtenu avec les coopérations renforcées; on a bien avancé dans les domaines politique, extérieur et de la sécurité. La coopération structurée, reconnue par le traité de Lisbonne, est également très positive. Les possibilités de révision sont aussi très importantes. Aucun pays démocratique du monde n'a une Constitution définitive et clôturée. Une Constitution n'est pas faite pour être éternelle. Elle doit donc prévoir certaines possibilités de modification. Et pour que les modifications soient possibles, on ne peut les faire dépendre d'un vote à l'unanimité car il y aura toujours l'un ou l'autre mécontent. Ainsi, d'après les modifications qui ont été apportées par le projet de Constitution européenne et qui figurent maintenant dans les derniers articles – 440 et quelque, je ne m'en souviens pas exactement – du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il suffit d'obtenir le consentement des quatre cinquièmes des États membres pour introduire une certaine modification dans le traité en vigueur. Ce traité, même s'il ne porte pas ce nom, est dans le fond un traité constitutionnel. En effet,

il a des pouvoirs constitutants, il a créé des institutions, un comportement politique. Ce sont bien des pouvoirs constitutants mais nous n'avons pas donné à ce traité de nom de Constitution parce que, apparemment, cela n'est pas du goût de tout le monde. Quoi qu'il en soit, disons que les traités sur l'Union européenne et son fonctionnement doivent être modifiables, et que si un pays n'est pas d'accord, il ne doit pas pouvoir imposer son veto à tous les autres. Il existe aussi une procédure de modifications partielles au moyen de passerelles qui permet à quelques-uns d'avancer avec le consentement des autres. En cas de besoin réel d'une réforme globale, si les quatre cinquièmes des États sont d'accord, le traité évoque la soumission à un processus d'examen et à une convention. Cela a été la grande nouveauté pour le projet constitutionnel: une convention et un examen. À mon avis, cela permettrait à une majorité renforcée de mener à bien la modification des traités de la même façon qu'en Espagne, malgré certaines difficultés, il nous est possible de modifier notre Constitution.

7. Les frontières de l'intégration européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Puisque nous avons abordé le thème des élargissements, quelles sont, d'après vous, les frontières de la construction européenne?

[Carlos María Bru Purón] Ce thème a toujours fait l'objet de débats. Je crois qu'il existe des frontières de nature culturelle et, dans ce domaine, la Russie n'est pas l'Europe. En même temps, peut-on considérer que l'Europe s'étende jusqu'à Vladivostok pour faire frontière avec les États-Unis? Cela est impossible. Il y a effectivement une géographie, une culture qui est plus vaste parce que le modèle européen (nous n'allons pas dire que nous vivons sous la prédominance d'un modèle), le modèle des libertés des Lumières, des libertés de la démocratie, etc., aux côtés des pionniers des États-Unis, tout cela forme un modèle que l'on adopte de plus en plus dans nombre de régions du monde, mais la géographie est là aussi. Et je crois que cela est fondamental, non pas par rapport à une vision égoïste européenne mais par rapport à une vision mondialiste. En réalité, le mondialisme, la démocratie cosmopolite – évoquée par certains –, la démocratie planétaire doivent évoluer dans le cadre des Nations unies mais, comme certaines difficultés du Conseil de sécurité, entre autres, l'ont montré, cela n'est pas possible sans une certaine régionalisation mondiale. Par conséquent, il existe une certaine régionalisation mondiale dont l'Union européenne est pionnière mais elle existe également dans d'autres zones du monde; cela est incontestable: l'ANASE, le Mercosur, etc. sont en effet des projets de régions mondiales. Donc, si ces régions mondiales existent, l'Union européenne doit être déterminée géographiquement par ce qui est l'Europe. Cela me fait penser à l'expression trouvée par de Gaulle: «L'Europe de l'Atlantique à l'Oural». Je crois que l'Islande, qui est évidemment dans l'Atlantique, ne tardera pas à entrer dans l'Union. Je crois que les situations curieuses, comme le fait que le Groenland ne se trouve pas à l'intérieur de l'Union européenne, doivent recevoir une solution, mais les frontières vers l'Est vont évidemment au moins jusqu'à la mer Noire. Nous en arrivons à une situation particulière sur laquelle vous allez m'interroger. Je n'ai aucune difficulté à vous donner une explication à ce sujet: à mon sens, la Turquie – dont les 4,5 % du territoire sont en Europe et les 95,5 % restants au Moyen-Orient – ne remplirait plus sa grande fonction de modération et de modèle de démocratisation. Malgré tous ses petits défauts dans ce domaine, ce pays reste un modèle de démocratisation par rapport à beaucoup d'autres pays du Moyen-Orient. La Turquie, donc, arrêterait de remplir sa fonction de pionnière, de porte-drapeau de la démocratie au Moyen-Orient si elle devait s'intégrer à l'Union européenne. De plus, il faut prendre en compte toutes les difficultés qui apparaissent de nos jours. De la même façon que je vous parle du cas turc, je peux parler des grandes difficultés qui se posent à l'Azerbaïdjan, à l'Arménie, etc. Je crois qu'on peut se limiter à la politique de voisinage, une grande innovation du projet constitutionnel qui figure maintenant dans le traité de Lisbonne. Avec cette politique de voisinage,

on peut arriver à une osmose profonde, à des relations très étroites dans les domaines économique, commercial, etc. mais aussi à des accords de nature politique, sociale, concernant notamment l'immigration. Des politiques communes favorisées par la politique de voisinage nous suffiraient. Ce que je crois, c'est que l'Europe ne peut pas être une Europe amibe, comme ces organismes qui augmentent ou diminuent en fonction du climat. Non, l'Europe doit avoir des limites. L'Europe a besoin de limites pour conserver son mode de travail et, en plus, pour rester un modèle pour d'autres régions du monde qui doivent évoluer. En effet, au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque mondiale, au Conseil de sécurité lui-même et au Conseil économique et social (ECOSOC), tout le monde s'est déjà rendu compte que, à cause de la crise financière, s'il n'y a pas une certaine régionalisation, il faut s'attendre à des énormités, comme la préséance du vote d'un seul pays – je ne le citerai pas – au Fonds monétaire international. De telles situations sont inacceptables. Il faut aussi réétudier le G20, un système sélectif et peu démocratique qui fonctionne par le biais d'un organisme *de facto*. Même s'il s'est montré efficace en temps de crise, il ne sera pas la solution éternelle. Par conséquent, le concept de régionalisation permettra la démocratisation des aspects politiques (au Conseil de sécurité) et des aspects économiques (au Conseil économique et social). Il faut attacher plus d'importance aux Nations unies et aux deux organismes spécialisés que sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

8. Le fédéralisme et le modèle espagnol de communautés autonomes

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais que nous revenions sur le concept de fédération, présent dans le Conseil fédéral [espagnol] du Mouvement européen. Comment ce concept s'intègre-t-il dans le modèle espagnol actuel de communautés autonomes? Comment voyez-vous l'avenir de ce modèle dans le cadre européen?

[Carlos María Bru Purón] Voyez-vous, je travaille de façon très élémentaire: si j'apprends une chose, que cette chose me convainc et qu'elle continue à me convaincre tout au long de ma vie, je la garde. J'ai appris que le fédéralisme se composait de trois éléments: autonomie, participation et solidarité. Selon le principe d'autonomie, celui qui est capable de quelque chose, qu'il fasse cette chose, et cela en toute liberté. L'organisation territoriale qui peut fonctionner de façon autonome, qu'elle le fasse mais, étant soumise à une structure supérieure à plusieurs niveaux, qu'elle participe au fonctionnement de cette structure dans cet esprit: «Je fonctionne comme cela non seulement parce que cela me convient mais aussi parce que cela nous convient à tous. C'est pourquoi je dispose de la voix et du vote à un échelon supérieur, celui de la participation». Ces deux niveaux sont eux-mêmes considérés dans un esprit de solidarité selon lequel celui qui possède plus doit aider celui qui possède moins. Cela est un élément fondamental du fédéralisme: sans solidarité, il ne peut pas y avoir de fédéralisme. Dès lors, on peut accepter toute relation bilatérale recherchée dans le cadre d'un système européen, dans celui des pays qui sont entrés récemment dans l'Union européenne ou veulent y adhérer, dans les pays qui ont de vrais problèmes d'ordre régional interne, comme la Belgique, dans tout pays qui éprouve des problèmes de ce type, comme en Espagne avec les communautés autonomes. En Espagne, ce problème est en grande partie résolu mais des difficultés subsistent car certaines communautés autonomes veulent être davantage différenciées pour des raisons identitaires et historiques – que je ne conteste pas. Tous ces cas sont acceptables tant qu'ils ne mènent pas à une bilatéralité dont se prévaut celui qui veut être non seulement autonome mais aussi économiquement indépendant. À mon avis, la solidarité est fondamentale. Il existe un système qui n'est pas pratiqué ici mais qui l'est aux États-Unis. Il l'est un peu dans le cas de l'Écosse et du Royaume-Uni mais l'idée du fédéralisme n'y est pas admise. Toutefois, ils utilisent deux mécanismes qui reviennent à cela: la décision multi-niveaux – je ne me souviens pas du terme exact – et la représentation composée...

[Cristina Blanco Sío-López] *La gouvernance multi-niveaux...*

[Carlos María Bru Purón] *La gouvernance multi-niveaux*, c'est bien cela. Nous pouvons appeler cela *décision multi-niveaux* ou *gouvernance multi-niveaux*. L'important, ce sont les divers niveaux. On a également parlé de l'échelonnement depuis le niveau local jusqu'au global, d'où la grande importance des municipalités. Le Mouvement européen espagnol travaille précisément avec le réseau européen des municipalités. C'est une chose peu connue du public mais qui revêt une grande importance. Il existe – je crois – 130.000 municipalités européennes. Celles-ci devraient arriver à former un grand réseau en mettant à profit les nouvelles techniques de l'information et de la communication. Dans ma municipalité, j'ai pris des décisions en ce sens pour mes concitoyens car cela est bon pour eux. Pour ce qui dépasse mes compétences, j'ai ma représentation à la région dont je relève. À son tour, cette région prend des décisions, par exemple dans ces domaines politiques très concrets: santé, enseignement, personnes dépendantes, etc. Mais pour ce qui dépasse mes compétences et qui nécessite le niveau supérieur, il suffit de contacter ce niveau, où je dois avoir ma représentation composée, qui ne peut se baser exclusivement – c'est un aspect très intéressant – sur le nombre d'habitants de la circonscription car cela doit aussi être une représentation d'unités. Voilà le système que nous voudrions voir appliqué. Malheureusement, il ne va pas encore s'appliquer en Europe selon le principe de la majorité renforcée. Il s'agit de la majorité renforcée à 65 %, 55 % des États et 65 % de la population européenne. Il faut donc unifier, il faut concilier l'unité identitaire en soi avec le nombre de citoyens, car l'acteur de tout cela – et j'arrive ainsi à mon idée fondamentale –, c'est le citoyen. Mais le citoyen, pourquoi est-il citoyen? Les Grecs l'avaient compris, même si tous n'étaient pas citoyens: les esclaves ne l'étaient pas et les femmes non plus; néanmoins, les gens qui participaient, ceux qui estimaient qu'ils pouvaient être des citoyens, pourquoi l'étaient-ils? Parce qu'ils participaient à la conception des lois, ils appartenaient à une entité qui était la *civitas*, c.-à-d. chacune des villes grecques. Parce que chaque membre de la citoyenneté, de la *civitas*, était donc un *cives*. Pour moi, il ne peut y avoir de *cives* sans *civitas*. Il ne peut y avoir de citoyen européen sans Union européenne, tout comme il ne peut y avoir d'Union européenne sans citoyen. Voilà ce que nous devons construire, et nous pouvons y arriver par la voie fédérale.

9. Nouvelles technologies et démocratie participative en Europe

[Cristina Blanco Sío-López] Pour arriver à ce modèle de démocratie participative que vous évoquez, à votre avis, quelles sont les possibilités offertes par la conjonction entre nouvelles technologies et société civile?

[Carlos María Bru Purón] Ces possibilités existent, de toute évidence. Je crois que vous avez lu les études de Manuel Castells, le sociologue espagnol qui a été parmi les premiers à nous montrer que nous vivions dans un monde en réseau. Or, notre construction politique doit être menée par le biais de partis politiques, d'élections, de systèmes électoraux, de systèmes décisionnels. Et heureusement – je le répète –, selon le traité de Lisbonne, le système décisionnel et son impressionnante série de thèmes sont gérés par le Parlement européen avec le Conseil de l'Union européenne, le Conseil des ministres – une très bonne chose – ainsi que par un système de suffrages dont nous avons déjà parlé. En même temps, nous disposons d'un gouvernement en puissance qui est la Commission. Celle-ci risque cependant de devenir une superstructure politique vide, voire dangereuse, si elle n'est pas proche des citoyens. Aujourd'hui, les citoyens ont un ordinateur, ils conversent chaque jour par l'intermédiaire de Facebook, de Twitter, etc. Il faut tenir compte de cette réalité, du fait que les citoyens sont en réseau, qu'ils peuvent communiquer dans un monde que j'appellerais «multi-tu» et multimédia, et qu'ils sont très nombreux: la Terre compte 7 milliards

d'habitants. Entre parenthèses, j'espère que nous pourrons rester si nombreux, car le changement climatique nous menace. Ce monde de réseau multimédia nous permet de communiquer. Si vous voulez connaître un habitant de Nouvelle-Zélande ou de Nouvelle-Guinée qui a les mêmes goûts musicaux, artistiques, etc. que vous, c'est tout à fait possible. Dans un tel monde en réseau, peut-on imaginer que les citoyens vont se rapprocher de la société civile pour devenir plus européens? Bien sûr que oui! Ce que nous ne ferons jamais, c'est créer une structure vide, voire dangereuse, qui correspondrait à ce que d'aucuns ont décrit comme la technocratie bruxelloise. Cela dit, j'estime que cette description est injuste car cette technocratie – l'Union européenne – a réalisé énormément de choses pour l'Europe. Toutefois, si elle veut rester efficace, l'Union doit veiller à ne pas s'éloigner de l'esprit, de la conscience et de la volonté des Européens. Tout cela a pris forme aujourd'hui: le rapprochement physique, l'entente, le dialogue, même par le biais d'un ordinateur. À mon sens, l'action en réseau est donc fondamentale pour l'avenir de l'Europe, pour l'avenir de l'entente dans le monde.

10. La contribution de l'Espagne au processus de construction européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Pour conclure cet entretien, je voudrais vous poser une dernière question, peut-être la plus importante étant donné votre longue expérience en tant que président du Mouvement européen en Espagne: quelles sont les principales contributions de l'Espagne au processus de construction européenne?

[Carlos María Bru Purón] Pour commencer, je dirais que nous devons éviter d'être égocentriques. À plusieurs occasions, j'ai écrit pour dénoncer l'«égo-européanisme», pour dire que l'Europe ne devait pas non plus tomber dans le travers de l'égoïsme, du sentiment de supériorité. Cela n'empêche pas de reconnaître les vastes réalisations acquises par l'Europe au travers de phénomènes trouvant leur origine sur le territoire exclusivement européen mais aussi dans les pays arabes. Ainsi, Maïmonide et Averroès, par exemple, ont eu une influence importante sur la Renaissance. Sans la limiter strictement au territoire européen, il faut prendre en compte l'histoire de la Renaissance, de la considération de la liberté spirituelle introduite par Pic de la Mirandole. Viennent ensuite la reconnaissance de la conscience avec Spinoza, entre autres, puis le luthérianisme, la Réforme, en passant par certains éléments de la Contre-Réforme qui ont pu être jugés positifs au moment de constituer des États. Enfin, et surtout, les Lumières. Les Lumières sont nées de cette idée de Kant, une idée qui, à mon avis, est la plus empreinte de solidarité qui ait jamais été émise: l'idée selon laquelle non seulement on ne souhaite pas pour autrui ce que l'on ne souhaite pas pour soi, mais également – un aspect de sa philosophie qu'on tend à oublier – que l'on souhaite pour autrui ce que l'on souhaite pour soi (l'aspect positif). De cet esprit des Lumières, nous avons évidemment un héritage, auquel les Espagnols ont énormément participé et, en outre, avec plus de mérite que les autres. En effet, plus dure a été la Contre-Réforme, plus dure a été la lutte. Je veux parler de la réaction, au XVIII^e siècle, contre la Contre-Réforme, contre l'Inquisition et contre cette très mauvaise politique économique: importer tout l'argent des colonies, avec pour résultat que les Espagnols ont commencé à dériver, à ne plus travailler. Il y a heureusement eu cette réaction de la partie espagnole des Lumières. Mentionnons à cet égard les «*Caballeritos de Azcoitia*», membres d'organisations établies par de jeunes gentilshommes qui ont commencé à lutter (cf. Floridablanca, etc.), à travailler pour promouvoir les idées des Lumières. Cette lutte, très difficile, a eu le grand mérite de nous rapprocher de la pratique de la liberté. Cette lutte a connu beaucoup de hauts et de bas, beaucoup de reculs dramatiques, tant au XIX^e siècle qu'au XX^e siècle. Mais au bout du compte, cette volonté de s'opposer à la régression, de défendre toujours la liberté, de rechercher une liberté pétrie de justice sociale, cette volonté, je crois, est un grand apport de l'Espagne, d'autant plus que le pays a souffert de la situation inverse. Cette considération générale m'amène à souligner notre esprit

européaniste. Cet esprit, nous l'avons parce que nous savons qu'une Espagne repliée sur elle-même peut entraîner des dommages et des aberrations comme une guerre entre frères. Cette expérience triste et dure nous est cependant utile pour l'avenir: nous savons que les conflits entre frères ne peuvent se résoudre que par la négociation et le dépassement pour atteindre une idée supérieure. Cet horrible exemple d'une guerre civile sanglante et dévastatrice – la guerre civile espagnole – nous montre que l'Europe doit s'unifier pour écarter le spectre d'une guerre civile européenne. Telle est la contribution de l'Espagne, à quoi il faut ajouter des bénéfices concrets pour lesquels le pays a très bien travaillé – je pense que nous en avons déjà parlé – ainsi que des idées très positives: cohésion, citoyenneté, concept de construction politique, etc. Aujourd'hui, je crois que nous apportons, entre autres, des formules pour favoriser une nouvelle gouvernance économique et un changement de modèle pour l'adaptation au changement climatique. L'Espagne est en effet à la pointe du développement des énergies renouvelables. Je crois que l'Espagne peut et doit encore apporter quelque chose.

[Cristina Blanco Sío-López] Monsieur Bru, il me reste à vous remercier d'avoir partagé tout ce temps avec nous et de nous permettre de tirer des leçons de votre vaste expérience.

[Carlos María Bru Purón] Je vous en prie.

[Cristina Blanco Sío-López] Encore un très grand merci.

[Carlos María Bru Purón] Pour ma part, je suis très reconnaissant au Centre. Merci beaucoup.

[Cristina Blanco Sío-López] Cela a été un honneur de vous accueillir.

[\[1\]](#) José María Gil-Robles y Quiñones de León a exercé la présidence de l'AECE à partir de la fin de l'année académique 1960/1961. Quant à José María Gil-Robles y Gil-Delgado, il a présidé le Mouvement européen entre 1999 et 2005 et le Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen entre 1996 et 2001.

[\[2\]](#) Entre 1981 et 1984, le ministre français des Relations extérieures était Claude Cheysson, à qui Roland Dumas a succédé (1984-1986).